

## L'Édito : Centrifuge, centripète, par Philippe RECLUS



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

Il est de bon ton de dire que l'Europe à son habitude a réagi avec retard et en ordre dispersé face à la propagation de l'épidémie de Covid-19. A observer les choses, il n'est pas sûr que cette fois la critique soit si évidente.

Notamment si on compare la situation du Vieux Continent à celle des Etats Unis d'Amérique. D'un côté, la mise en place somme toute rapide, côté européen, d'une série de mesures : assouplissement des règles limitant les aides d'Etat, Pacte de stabilité entre parenthèses, mobilisation des fonds structurels, plan de 500 milliards d'euros et fonds de relance. Difficile de faire à Bruxelles un procès en inaction.

De l'autre côté de l'Océan Atlantique, la situation sanitaire est aussi dramatique. Mais selon toute apparence, la gestion de la crise par l'administration fédérale fait apparaître un écart criant entre d'un côté une administration Trump sinieuse et de l'autre des grands Etats américains décidés à s'affranchir de cette tutelle. C'est vrai de la Californie qui a imposé très vite des mesures de confinement, suivie par la Pennsylvanie, New York, le Michigan et le Texas.

Cette cacophonie s'est traduite par le désaccord sur l'autorité chargée d'ordonner le retour à une activité économique normal. La Maison Blanche veut remettre l'Amérique au travail



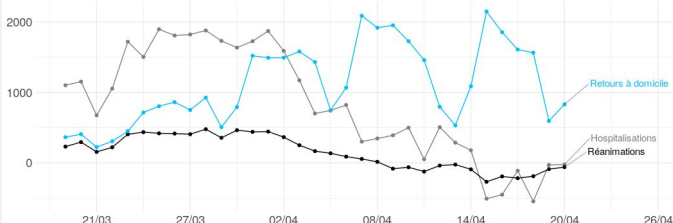
### Tableau de suivi de l'épidémie

→ **Les États-Unis et la France franchissent respectivement les barres des 40 000 et 20 000 morts** - La situation aux États-Unis demeure critique alors que le pays a franchi, hier, la barre des 40 000 morts du Covid-19. Le nombre de décès aux États-Unis est, peu ou prou, deux fois supérieurs à celui enregistré par l'Italie qui faisait, jusque-là, la course en tête dans ce sinistre classement. En France, une autre barre symbolique a été franchie, celle des 20 000 morts. Dans les hôpitaux, le solde des personnes admises en réanimation demeure négatif, tandis que celui des personnes hospitalisées est stable par rapport à la veille.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	42094	784326	25240	1433	5.4	4
France	20265	155383	2489	547	13.0	3
Royaume-Uni	16550	125724	4684	455	13.2	3
Italie	24114	181228	2256	454	13.3	2
Espagne	20852	200210	1536	399	10.4	2
Allemagne	4862	147065	1881	276	3.3	6
Corée du Sud	236	10674	13	2	2.2	1
Chine	4632	82747	12	0	5.6	0

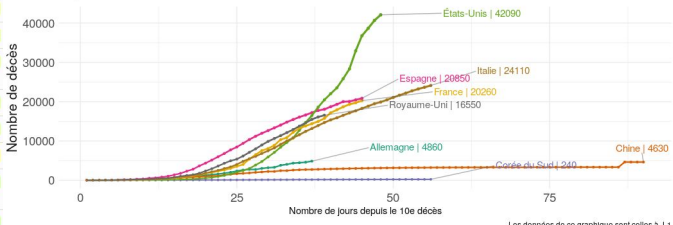
### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

## Regard d'expert - La crise sanitaire du Covid : vers une redéfinition de l'ordre mondial ?, par Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU

Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU est juriste camerounais, professeur agrégé des facultés de droit, Doyen Honoraire. Il passé la majorité de sa carrière comme enseignant de droit, de diplomatie et de relations internationales dans de nombreuses universités de l'espace francophone. Ancien Directeur Adjoint de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun, il a été Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale de la Francophonie. Il est le fondateur du Cabinet Media and Law Conseil, spécialisé dans le conseil juridique et stratégique des investisseurs, partenaire de ESL et Network.



Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Occident et les USA ont imposé leur leadership sur le quadruple plan politique, économique, social et culturel. La démocratie libérale s'est imposée comme modèle de gouvernance politique. L'effondrement de l'URSS et de ses satellites a convaincu le monde entier de l'obsolescence des modèles économiques alternatifs et du recul de l'Etat providence en ce que la libéralisation économique et la privatisation de nombreux services sociaux étaient la seule voie du salut. Hollywood a fini de consacrer cette hégémonie sur le plan culturel.

L'imaginaire populaire mondial avait fini par admettre la figure du libéralisme politique et économique comme seule capable de surmonter les défis de leurs peuples y compris ceux d'une ampleur mondiale.

Pour la première fois depuis la fin du 20ème siècle, les gouvernements occidentaux sont perçus comme ayant failli à leur devoir premier de prévisibilité car gouverner c'est prévoir. Peu importe si ce jugement est objectivement légitime. Peu importe les polémiques sur la réalité des chiffres donnés par la Chine.

Au sortir de cette crise, que restera-t-il en termes de perception ? On retiendra que les grandes figures de l'ordre mondial dominant ont été pris au dépourvu : les tests, le matériel médical y compris les masques étaient insuffisants, les unités de soins intensifs souvent à saturation.

La Chine apparaît alors comme le pays où l'Etat, à défaut de prévoir cette pandémie, aura su lui apporter une réponse efficace et prompte. Elle avait, en effet, le quasi-monopole de la fabrication des masques, des combinaisons, du matériel de désinfection. Sur le plan politique, sa tradition confucianiste ajoutée à son organisation politico-sociale semble avoir facilité une meilleure acceptation du confinement total.

Mais ce qui risque de modifier l'ordre mondial en termes de perception, ce sont les conséquences de l'expansion de cette pandémie en Afrique. En effet, c'est un euphémisme que de dire que l'Afrique n'est pas prête pour affronter l'épreuve du Covid-19 ; ses infrastructures et systèmes de santé étant les plus fragiles du monde. Alors que les crises d'Ebola ou du Sida touchaient certains pays, notamment les plus pauvres, les nantis pouvaient s'organiser pour apporter leur aide ; aujourd'hui la pandémie du Covid-19 a quasiment paralysé les plus nantis.

Le seul qui est arrivé à contenir et à endiguer la crise est la Chine se positionnant ainsi comme disposant du modèle de société et de gouvernance apte à faire face à ce type de fléau, capable de protéger ses citoyens et c'est là le tournant, le seul capable d'apporter de l'aide aux autres. Certes, la France et l'Europe promettent à l'Afrique des aides considérables respectivement 1,2 et 15,6 milliards d'euros, mais celles-ci sont perçues comme de simples ré-orientations de l'aide publique au développement. Les populations africaines risquent donc de ne retenir que les images d'avions chinois affrétés par le milliardaire Jack Ma, n'en déplaise à Jean-yves Le Drian qui n'y voit qu'une opération à vocation médiatique.

**Distanciation sociale, histoire des concepts et normes** – “Distanciation sociale” et confinement n’étaient pas, loin s’en faut, des concepts et vocables faisant partie du langage courant il y a encore quelques semaines. Pour s’en convaincre, il suffit notamment de s’intéresser à l’évolution de la consultation des pages Wikipédia, en français et en anglais, consacrées au concept de distanciation sociale. Dans l’écosystème anglophone, les premières phases d’intérêt à l’égard de ce concept ont commencé à se structurer aux alentours de mi-février, avant de se cristalliser début mars. La page Wikipédia francophone n’a, quant à elle, été créée que le 13 mars dernier, contrairement à la version anglophone qui existait depuis avril 2017. Autant dire que dans l’opinion publique française, ce sujet n’est pas de ceux qui ont pu se sédimer au long cours et donner lieu à des avis et autres prises de position tranchées. Un constat légèrement différent aux États-Unis où la page dédiée à ce concept donnait lieu à environ 70 vues quotidiennes en janvier dernier et uniquement 16 vues quotidiennes en décembre 2019. On peut donc en conclure que, dans ce périmètre linguistique spécifique, seule une infime minorité d’individus s’intéressait au sujet. Sur le profil de ces personnes, et bien que Wikipédia, aux premiers abords ne nous permettent guère d’investiguer plus en avant sur la dimension identitaire des primo-lecteurs de cette page, le postulat d’une surreprésentation de chercheurs, en épidémiologie et en sciences sociales ne semble pas abusive. Dès lors, et alors même que ces concepts, et de distanciation sociale, et de confinement, ne vont pas de soi, et font l’objet, de la part de franges antinomiques de la population, de critiques plus ou moins affirmées, il paraît opportun de s’intéresser à la manière dont ces concepts se sont diffusés en France. Quels ont été les “importateurs”, les relais et autres acteurs pivots ayant, en un laps de temps réduit, permis de mettre à l’agenda médiatique et politique, des concepts que nous ignorions jusque-là ? Une histoire des concepts, à n’en pas douter fructueuse d’un point de vue heuristique, et qui ne va pas sans nous rappeler la manière dont le concept de *fake news* a surgi dans les rédactions et sous nos latitudes. ([Damien Liccia](#))



**L’extrême-droite refait bloc autour de la question des banlieues** - Avec le retour de la question des banlieues sur le devant de la scène médiatique à la suite des événements de la Courneuve et de Villeneuve-la-Garenne, la mouvance d’extrême-droite en ligne (la fameuse « fachosphère ») a retrouvé au cours des derniers jours une dynamique qui a semblé lui faire défaut depuis ces dernières semaines.

Après avoir stipendié le supposé non-respect du confinement lors de son entrée en vigueur par les personnes d’origine étrangère, notamment dans les banlieues, la mouvance d’extrême-droite a paru se diviser à de multiples reprises sur la tournure prise par les événements. Fallait-il critiquer un manque d’autorité de l’exécutif dans l’application du confinement ? Un retard à l’allumage dû à la faiblesse d’action dont les démocraties seraient affligées consubstantiellement par rapport aux régimes autoritaires asiatiques ? Ou, au contraire, dénoncer des mesures contraires aux libertés individuelles et économiques, à l’instar de Donald Trump aux États-Unis et de Jair Bolsonaro au Brésil ? De même, le débat sur la chloroquine a paru fracturer ce bloc politique bien moins uni qu’il n’y paraît, entre les tenants d’une approche alternative des enjeux de santé (proches parfois de théories complotistes) et ceux qui ont fait de la science, et notamment de théories racistes controversées, des composantes essentielles de leurs grilles de lecture politique. A l’opposé de l’extrême-gauche, qui s’est mobilisée avec force autour des questions de santé des travailleurs exposés, de l’inégalité face au confinement ou encore contre les politiques d’austérité budgétaire, responsables selon elle de la situation sanitaire actuelle, la “fachosphère” a souvent paru réagir à contre-temps, se contentant de prêter sa voix aux discours entonnés par les autres oppositions. Celle-ci n’est même pas apparue en capacité de récupérer et de mettre en haut de l’agenda médiatique l’attaque de Romans-sur-Isère le 4 avril dernier, qui faisait pourtant écho à ses propres thèmes.

Les émeutes qui surviennent en banlieues ces jours-ci permettent ainsi aux différentes composantes de l’extrême-droite de refaire bloc autour de ses thèmes et des clivages qui nourrissent sa grille de lecture commune, sécuritaire et identitaire. Un nouveau clivage qui se réveille et ne peut qu’affaiblir un peu plus les appels à l’unité nationale qui la rendait inaudible jusque’ici. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))

## Regard d’expert - Confinement/déconfinement : la France en queue du peloton ?, par Dominique LEBLANC



Dominique LEBLANC est associé senior chez ESL & Network France. Après avoir été au Ministère de l’Industrie (1979-1984) et au Ministère de l’Economie et des Finances (1984-1988), il intègre la Société des Bourses Françaises, aujourd’hui NYSE-Euronext. Il y occupe successivement plusieurs fonctions de direction, jusqu’à en devenir le directeur général délégué. En 2001, il devient directeur général délégué de Viel et Cie, et en 2003, directeur général délégué de FinInfo SA. En mai 2008, il crée la société Information & Finance Agency S.A.S, société de conseil, spécialisée dans les questions de finance de marché et d’évaluation d’entreprises dont il est le président-directeur général. Dominique LEBLANC est président de Wansquare et de La Lettre de l’Expansion.

Aucun pays de l’Union européenne n’a pris de réelles mesures identiques depuis février face à l’expansion de l’épidémie :

- L’Italie, touchée la première, a misé sur un confinement strict, mais avec des hôpitaux vite débordés faute d’équipements.
- L’Allemagne s’est préparée dès janvier, par des mesures ciblées offensives, et a misé sur les masques, la multiplication des tests et l’équipement de ses hôpitaux en respirateurs, et l’isolement des malades.
- La France a fait le choix contraint d’un confinement tardif, sans masques pendant trois semaines et sans tests.
- Le Royaume-Uni, après avoir tergiversé et misé sur l’immunité collective, s’est converti tardivement au confinement, mais là encore avec un système de santé obsolète.

Les plans de soutien, et notamment l’aide apportée aux entreprises, n’ont là aussi pas été identiques :

- En Allemagne, un plan de 750 milliards d’euros d’urgence, dont 50 milliards pour les PME, et la garantie à 100% par l’Etat des prêts accordés par les banques aux entreprises en difficulté.
- En Italie, un plan d’aide de 400 milliards d’euros, avec la mise en place d’un chômage technique pour 9 semaines maximum.
- Au Royaume-Uni, un plan d’aide de 60 milliards d’euros, avec un programme de prêts bancaires pour interruption d’activité, et des subventions aux PME.
- En France, la garantie par l’Etat des prêts accordés par les banques aux entreprises est de 300 milliards d’euros, le coût du chômage partiel accordé désormais à près de 9,6 millions de salariés (contre 2,5 millions en Allemagne, 3,7 millions en Italie, et 3,9 millions en Espagne) est de 24 milliards d’euros, et concerne 900 000 entreprises.

Mais au-delà des mesures prises par les uns ou les autres, ce qui frappe c’est la différence de réaction des économies nationales aux mesures de confinement décidées par les pouvoirs publics. Au lendemain de la déclaration du président Macron, l’activité

économique française tombe à 25 %, alors que jamais ce taux n’est descendu plus bas que 70% en Allemagne, et 50 % en Italie.

Aujourd’hui où en somme nous ? Les comparaisons internationales sont malheureusement peu favorables à la France :

- Par rapport à l’Italie, 100% de l’industrie pharmaceutique est en activité, pour 70% en France ; 90% de l’assurance, contre 60%. Pour le transport, l’écart est gravissime : 90% contre 10%, de même que pour le textile, 62% contre 35%. Seule l’industrie mécanique fait la différence : 4% en Italie et 55% en France.
- Par rapport à l’Allemagne, dans tous les secteurs d’activité elle dépasse la France (agroalimentaire 100% contre 65% ; trafic routier 65 % contre 40 %).
- C’est le cas aussi du Royaume uni, pour la chimie (100 % versus 80%) et pour l’agroalimentaire (100% contre 65 %) notamment.

Enfin dans le secteur de la construction et du bâtiment, le taux d’activité est tombé à 12% en France, mais n’est jamais descendu dans les autres pays européens en dessous de 50%. C’est le cas également du secteur de l’Hôtellerie, de la restauration, et du tourisme en général, à l’arrêt depuis le 17 mars.

A l’heure où les pays se préparent en ordre dispersé au déconfinement (première en Europe à entamer une opération de lent déconfinement, l’Allemagne va permettre lundi la réouverture de la plupart des magasins d’une surface inférieure à 800 mètres carrés), la France devra attendre le 11 mai, pour un déconfinement progressif, qui ne touchera pas de nombreux secteurs de l’économie. Il n’est pas encore trop tard pour se ressaisir, pour relancer progressivement la production économique (l’industrie qui était tombée à moins de 50% est aujourd’hui à 57% d’activité), pour transformer le coûteux dispositif de chômage partiel en travail effectif, respectant les guides de bonnes pratiques sanitaires établis par chaque branche professionnelle. Il en va de la survie de notre économie nationale. La France ne doit pas mourir guérie

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON,**  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d’opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d’idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY,**  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s’est imposé comme l’un des leaders français et européens de l’intelligence économique, de l’accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd’hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l’international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d’envoyer un mail à [contact@antidox.fr](mailto:contact@antidox.fr) ou [jbenadibah@eslnetwork.com](mailto:jbenadibah@eslnetwork.com)